

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2292

[2009/202775]

27 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon portant modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, modifié par le décret programme du 18 décembre 2003, par le décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution et par le décret du 30 avril 2009 modifiant le décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 20 avril 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 mai 2009;

Vu l'avis n° 46.527/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 mai 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre-Président;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 2 de l'arrêté du 6 mars 1997 portant exécution du décret du 4 juillet 1996 relatif à l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère, le 4^o est remplacé par :

"4^o l'administration : le Département de l'Action sociale de la Direction générale opérationnelle Pouvoirs locaux, Action sociale et Santé."

Art. 3. Dans l'article 3 de l'arrêté du 6 mars 1997 précité, un 7^o rédigé comme suit est ajouté : "7^o centre de Tubize : les communes de l'arrondissement de Nivelles".

Art. 4. L'article 5 de l'arrêté du 6 mars 1997 précité est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 7 de l'arrêté du 6 mars 1997 précité, l'alinéa 1^{er} est supprimé.

Art. 6. Dans l'article 8 de l'arrêté du 6 mars 1997 précité, les mots "la durée et" sont supprimés.

Art. 7. Dans l'article 7 de l'arrêté du 6 mars 1997 précité, aux alinéas 2 et 3, les mots "ou du renouvellement de celui-ci" sont supprimés.

Art. 8. L'article 12 de l'arrêté du 6 mars 1997 précité est remplacé par le texte suivant :

"Art 12. La personne chargée de la Direction et de la gestion journalière doit posséder au moins lors de son engagement un diplôme de master ou de baccalauréat ou l'équivalent et une expérience professionnelle utile d'au moins cinq ans dans le secteur de l'intégration des personnes d'origine étrangère sur base d'un des diplômes susvisés.

La personne chargée de la gestion administrative et financière doit posséder au moins lors de son engagement un diplôme de baccalauréat en comptabilité, en secrétariat de direction ou un certificat d'études secondaires supérieures ou l'équivalent et trois ans d'expérience professionnelle utile.

La personne chargée de la coordination des projets doit posséder au moins lors de son engagement un diplôme de baccalauréat ou un certificat d'études secondaires supérieures ou l'équivalent et trois ans d'expérience professionnelle utile.

Le responsable du projet doit posséder au moins lors de son engagement un baccalauréat ou un certificat d'études secondaires supérieures ou l'équivalent et trois ans d'expérience professionnelle utile ou un certificat d'études secondaires inférieures et six ans d'expérience professionnelle utile."

Art. 9.

1^o dans l'alinéa 1^{er} de l'article 13 de l'arrêté du 6 mars 1997 précité, les mots "responsable de la gestion journalière, et du secrétaire à mi-temps visés à l'article 13, alinéa 1^{er}, 1^o, et alinéa 2, 1^o, du décret" sont remplacés par les mots "de la personne chargée de la direction et de la gestion journalière, de la personne chargée de la gestion administrative et financière, du coordinateur de projets et des trois responsables de projets visés à l'article 11 du décret";

2^o le 2^o et l'alinéa 4, du même article 13 sont abrogés;

3^o dans le même article 13, un 5^o rédigé comme suit est ajouté :

"5^o Les subventions du personnel visées à l'article 13, 2^o, du décret, sont majorées pour chaque centre d'un montant correspondant au co-financement nécessaire pour assurer le complément de moyens pour des postes bénéficiant d'au moins 6 points APE attribués ou devant l'être pour les responsables de projet d'une part, et, d'autre part pour assurer l'embauche compensatoire lorsqu'elle est prévue dans les accords du non-marchand conclus avec le Gouvernement wallon le 28 février 2007, à condition qu'elle figure dans une convention collective de travail et dans les limites budgétaires fixées."

Art. 10. Un article 13/1 rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté du 6 mars 1997 :

"Art.13/1 Est alloué à chaque centre une subvention forfaitaire annuelle de 25.000 euros pour couvrir les frais de fonctionnement et d'activités.

Pour l'indexation du montant visé à l'alinéa 1^{er}, il est fait application de la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison de l'indice des prix à la consommation des traitements, salaires, pensions, allocations et subventions, à charge du Trésor public, de certaines prestations sociales, des limites de rémunération à prendre en considération pour le calcul de certaines cotisations de sécurité sociale des travailleurs, ainsi que des obligations imposées en matière sociale aux travailleurs indépendants."

Art. 11. Dans l'article 14, alinéa 3, du même arrêté du 6 mars 1997, les mots "avant le 1^{er} juin de l'année suivante" sont abrogés.

Art. 12. L'article 15 du même arrêté du 6 mars 1997, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 avril 2009 portant exécution du décret-cadre du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution dans le domaine de l'action sociale et de la santé est remplacé par le texte suivant :

"Art. 15 : Les centres transmettent à l'administration :

1^o dans le courant du 1^{er} trimestre, le programme d'activités relatif à l'année civile en cours;

2° pour le 30 juin, le rapport d'activités relatif à l'année civile écoulée et leurs comptes et bilan arrêtés au 31 décembre, ainsi que la copie des pièces justificatives de l'utilisation des subsides alloués."

Art. 13. Dans l'arrêté précité du 6 mars 1997, le chapitre II/1 suivant est ajouté :

"Chapitre II/1. De l'agrément des initiatives locales de développement social.

Art. 16/1. Pour obtenir l'agrément du Ministre en qualité d'initiative locale de développement social, la personne morale doit, outre les conditions fixées par le décret :

1° développer au minimum trois des missions prévues à l'article 14 du décret;

2° s'inscrire dans le plan local d'intégration ou dans le plan de cohésion sociale de la commune s'il échet;

3° avoir déjà bénéficié d'une convention pluriannuelle et d'une évaluation positive de l'administration pour les activités organisées et en matière de gestion administrative et comptable;

4° disposer de locaux permettant d'accueillir au moins 20 personnes et son personnel.

Art. 16/2. La demande d'agrément de l'initiative locale de développement social est adressée à l'administration par lettre recommandée ou par formulaire électronique.

La demande d'agrément est introduite sous la forme d'une déclaration sur l'honneur, dont le modèle est établi par l'administration, au terme de laquelle l'association :

1° atteste que l'objet de l'association prévoit des actions en matière d'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère correspondant à au moins 3 missions prévues à l'article 15 du décret. L'association précise les projets de l'association pour l'accomplissement des missions ainsi que les moyens et le calendrier à mettre en œuvre;

2° atteste disposer d'au moins 1 équivalent temps plein pour exécuter ces missions. L'association précise dans sa demande les qualifications du personnel affecté ou qui sera affecté à ces missions;

3° atteste disposer, en vertu d'un droit réel ou d'un droit de bail, de locaux permettant d'accueillir au moins 20 personnes et son personnel. Elle en précise les heures d'ouverture et d'accès;

4° atteste avoir déjà bénéficié d'une convention pluriannuelle pour l'intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère.

Toute modification des données contenues dans la déclaration sur l'honneur doit être notifiée à l'administration dans les quinze jours de sa survenance.

La décision de l'organe compétent de l'association de solliciter l'agrément en qualité d'initiative locale de développement social est également jointe à la demande d'agrément.

L'association doit tenir en permanence sur place à disposition de l'administration un dossier d'agrément permettant de vérifier que les conditions d'agrément sont remplies, ainsi qu'un journal reprenant de manière succincte les activités développées et le public concerné.

L'association transmettra à l'administration dans le courant du premier semestre de chaque année un programme d'activités ainsi que le rapport d'activités, les comptes et bilan de l'année écoulée.

Art. 16/3. Dans les trente jours de la réception de la demande d'agrément, l'administration délivre au demandeur soit un accusé de réception si la demande est complète soit un avis l'invitant à compléter, dans les deux mois, sa demande en précisant les pièces et/ou données manquantes.

L'administration instruit la demande et la communique accompagnée de ses observations au Ministre dans un délai d'un mois suivant l'introduction de la demande à partir du moment où celle-ci est complète.

Le Ministre statue sur la demande dans les deux mois de la réception du dossier.

Les décisions de refus ou de retrait d'agrément sont notifiées au demandeur par lettre recommandée à la poste.

Art. 16/4. Une subvention annuelle est accordée conformément à l'article 15 du décret, à titre d'intervention dans les frais de personnel, de gestion et d'activités en fonction du volume de ceux-ci, selon les modalités suivantes :

- une avance de 80 % sera accordée dès signature et engagement de l'arrêté de subvention;

- le solde sera accordé après présentation et vérification du dossier justificatif des dépenses et du rapport d'activités.

La subvention visée à l'alinéa 1^{er} est d'au moins 15.000 euros, indexée, aux associations agréées, conformément à l'article 15, alinéa 2 du décret."

Art. 14. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 2009 à l'exception de l'article 13 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2010.

Art. 15. Le Ministre qui a l'Intégration des Personnes étrangères ou d'Origine étrangère dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 27 mai 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 2292

[2009/202775]

27 MEI 2009. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst, gewijzigd bij het programmadecreet van 18 december 2003, bij het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 138 van de Grondwet en bij het decreet van 30 april 2009 houdende wijziging van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 20 april 2009;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 27 mei 2009;

Gelet op het advies nr. 46.527/4 van de Raad van State, gegeven op 20 mei 2009, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 6 maart 1997 tot uitvoering van het decreet van 4 juli 1996 betreffende de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst wordt punt 4^o vervangen als volgt :

"4^o de administratie : het Departement Sociale Actie van het Operationele directoraat-generaal Plaatselijke Besturen, Sociale Actie en Gezondheid."

Art. 3. Artikel 3 van voornoemd besluit van 6 maart 1997 wordt aangevuld met een punt 7^o, luidend als volgt :
"7^o centrum van Tubeke : de gemeenten van het arrondissement Nijvel."

Art. 4. Artikel 5 van voornoemd besluit van 6 maart 1997 wordt opgeheven.

Art. 5. In artikel 7 van voornoemd besluit van 6 maart 1997 wordt het eerste lid geschrapt.

Art. 6. In artikel 8 van voornoemd besluit van 6 maart 1997 worden de woorden "de duur en" geschrapt.

Art. 7. In artikel 7, tweede en derde lid, van voornoemd besluit van 6 maart 1997 worden de woorden "of om hernieuwing ervan" geschrapt.

Art. 8. Artikel 12 van voornoemd besluit van 6 maart 1997 wordt vervangen als volgt :

"Art 12. De persoon belast met de directie en het dagelijks beheer beschikt bij zijn indienstneming over minstens een master- of bachelordiploma of over een gelijkwaardig diploma en heeft op basis van die diploma's minstens vijf jaar nuttige ervaring in de sector van de integratie van de gehandicapte personen van buitenlandse herkomst.

De persoon belast met het administratief en financieel beheer beschikt bij zijn indienstneming over minstens een bachelordiploma in de boekhouding, het directiesecretariaat of over een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig getuigschrift en heeft drie jaar nuttige beroepservaring.

De persoon belast met projectcoördinatie beschikt bij zijn indienstneming over minstens een bachelordiploma of een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig getuigschrift en heeft drie jaar nuttige beroepservaring.

De projectverantwoordelijke beschikt bij zijn indienstneming over minstens een bachelordiploma of over een getuigschrift van het hoger secundair onderwijs of een gelijkwaardig getuigschrift en drie jaar nuttige beroepservaring of over een getuigschrift van het lager secundair onderwijs en zes jaar nuttige beroepservaring."

Art. 9. 1^o In artikel 13, eerste lid, van van voornoemd besluit van 6 maart 1997 worden de woorden "van de verantwoordelijke voor het dagelijkse beheer en van de halftijdse secretaris, waarvan sprake in artikel 13, eerste lid, 1^o, en tweede lid, 1^o, van het decreet" vervangen door de woorden "van de persoon belast met de directie en het dagelijks beheer, van de persoon belast met het administratief en financieel beheer, van de projectcoördinator en van de drie projectverantwoordelijken bedoeld in artikel 11 van het decreet";

2^o punt 2^o en punt 4^o, van hetzelfde artikel 13 worden opgeheven;

3^o hetzelfde artikel 13 wordt aangevuld met een punt 5^o, luidend als volgt :

"5^o de personeelstoelagen bedoeld in artikel 13, 2^o, van het decreet worden voor elk centrum verhoogd met een bedrag dat overeenstemt met de cofinanciering die nodig is om te voorzien in de bijkomende middelen voor de posten die in aanmerking komen voor minstens 6 punten APE toegekend of toe te kennen voor de projectverantwoordelijken, enerzijds, en, om te voorzien in de compenserende indienstneming, anderzijds, wanneer zulks bepaald wordt in de overeenkomsten van de non-profitsector gesloten met de Waalse Regering op 28 februari 2007, op voorwaarde dat ze vastligt in een collectieve arbeidsovereenkomst en dat rekening gehouden wordt met de beschikbare begrotingskredieten".

Art. 10. Hetzelfde besluit van 6 maart 1997 wordt aangevuld met een artikel 13/1, luidend als volgt :

"Art.13/1. Aan elk centrum wordt een jaarlijkse forfaitaire toelage van 25.000 euro toegekend om de werkings- en activiteitenkosten te dekken.

Het bedrag bedoeld in het eerste lid wordt geïndexeerd overeenkomstig de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel waarbij de wedden, lonen, pensioenen, toelagen en tegemoetkomingen ten laste van de openbare Schatkist, sommige sociale uitkeringen, de bezoldigingsgrenzen waarmee rekening dient gehouden bij de berekening van sommige bijdragen van de sociale zekerheid der arbeiders, alsmede de verplichtingen op sociaal gebied opgelegd aan de zelfstandigen, aan het indexcijfer van de consumptieprijzen worden gekoppeld."

Art. 11. In artikel 14, derde lid, van hetzelfde besluit van 6 maart 1997 worden de woorden "voor 1 juni van het volgende jaar" geschrapt.

Art. 12. Artikel 15 van hetzelfde besluit van 6 maart 1997, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 april 2009 tot uitvoering van het kaderdecreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel 2008 van de Grondwet in het domein van sociale actie en gezondheid wordt vervangen als volgt :

"Art. 15. De centra bezorgen de administratie :

1^o in de loop van het eerste kwartaal, het activiteitenprogramma betreffende het lopende kalenderjaar;

2^o voor 30 juni, het activiteitenrapport betreffende het afgelopen kalenderjaar en hun rekeningen en balans vastgelegd op 31 december, alsook het afschrift van de bewijsstukken van het gebruik van de toegekende toelagen."

Art. 13. Hetzelfde besluit van 6 maart 1997 wordt aangevuld met een hoofdstuk II/1, luidend als volgt :

"Hoofdstuk II/1. Erkenning van de plaatselijke initiatieven inzake sociale ontwikkeling.

Art. 16/1. Om door de Minister als plaatselijk initiatief inzake sociale ontwikkeling erkend te worden vervult de rechtspersoon, behalve de voorwaarden die in het decreet vastliggen, de volgende voorwaarden :

1^o minstens drie van de bij artikel 14 van het decreet bepaalde opdrachten ontwikkelen;

2^o in de lijn liggen van het plaatselijk integratieplan of van het sociale cohesieplan van de gemeente, in voorkomend geval;

3^o al het voorwerp hebben uitgemaakt van een meerjarige overeenkomst en van een positieve evaluatie van de administratie voor de georganiseerde activiteiten en inzake het administratief en boekhoudkundig beheer;

4^o beschikken over lokalen waarin minstens 20 personen en zijn personeel onthaald kunnen worden.

Art. 16/2. De erkenningsaanvraag van het plaatselijk initiatief inzake sociale ontwikkeling wordt bij aangetekend schrijven of d.m.v. een elektronisch formulier aan de administratie gericht.

De erkenningsaanvraag wordt ingediend in de vorm van een verklaring op erewoord waarvan het model door de administratie vastgelegd wordt en aan de hand waarvan de vereniging :

1° bevestigt dat haar doel voorziet in acties inzake de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst die overeenstemmen met minstens 3 opdrachten bepaald bij artikel 15 van het decreet. De vereniging maakt melding van haar projecten voor de vervulling van de opdrachten, alsook van de middelen en van het kalender voor de tenuitvoerlegging ervan;

2° bevestigt over minstens 1 voltijds equivalent te beschikken om die opdrachten te vervullen. In haar aanvraag vermeldt de vereniging de kwalificaties van het personeel dat voor die opdrachten aangesteld is of zal worden;

3° bevestigt krachtens een zakelijk recht of een huurrecht te beschikken over lokalen waarin minstens 20 personen en haar personeel onthaald kunnen worden. Ze vermeldt de openings- en toegangstijden;

4° bevestigt het voorwerp te hebben uitgemaakt van een meerjarige overeenkomst voor de integratie van vreemdelingen of van personen van buitenlandse herkomst.

Elke wijziging in de gegevens vervat in de verklaring op erewoord wordt binnen vijftien dagen aan de administratie meegedeeld.

De beslissing waarbij het bevoegde orgaan van de vereniging verzoekt om de erkenning als plaatselijk initiatief inzake sociale ontwikkeling wordt ook bij de erkenningsaanvraag gevoegd.

De vereniging legt ter plaatse voortdurend een erkenningsdossier ter inzage van de administratie zodat ze kan nagaan of de erkenningsvoorwaarden vervuld zijn, alsook een journaal waarin de ontwikkelde activiteiten en het betrokken publiek vermeld worden.

De vereniging bezorgt de administratie jaarlijks in de loop van het eerste semester een activiteitenprogramma, alsook het activiteitenrapport, de rekeningen en de balans van het afgelopen jaar.

Art. 16/3. Binnen dertig dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag bezorgt de administratie de aanvrager hetzij een bericht van ontvangst indien de aanvraag volledig is, hetzij een bericht waarin hij erom verzocht wordt zijn aanvraag binnen twee maanden te vervolledigen en op de ontbrekende stukken en/of gegevens gewezen wordt.

De administratie onderzoekt de aanvraag en maakt ze samen met haar opmerkingen aan de Minister over binnen een termijn van een maand na de indiening van de volledige aanvraag.

De Minister beslist de aanvraag binnen twee maanden na ontvangst van het dossier.

De aanvrager wordt bij ter post aangetekend schrijven in kennis gesteld van de beslissingen tot weigering of tot intrekking van de erkenning.

Art. 16/4. Overeenkomstig artikel 15 van het decreet wordt een jaarlijkse toelage als tegemoetkoming in de personeels-, beheers- en activiteitenkosten naar gelang van de omvang ervan toegekend als volgt :

- een voorschot van 80 % na ondertekening en inwerkingtreding van het subsidiëringsbesluit;
- het saldo na overlegging en verificatie van het bewijsdossier van de uitgaven en van het activiteitenrapport.

De toelage bedoeld in het eerste lid bedraagt minstens 15.000 euro, geïndexeerd, voor de erkende verenigingen, overeenkomstig artikel 15, tweede lid, van het decreet."

Art. 14. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 2009, met uitzondering van artikel 13, dat in werking treedt op 1 januari 2010.

Art. 15. De Minister bevoegd voor de Integratie van Vreemdelingen of van Personen van Buitenlandse Herkomst is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 mei 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 2293

[2009/202772]

7 MAI 2009. — Arrêté ministériel accordant une dérogation aux dispositions relatives à la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine distribuée dans la commune de Gedinne

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Code de l'Eau dans sa version coordonnée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, en particulier les articles D.192, R.253, R.261 et l'annexe XXXI, Partie B;

Vu la demande de dérogation à la valeur paramétrique de 6,5 unités pH, introduite le 25 mars 2008 par la commune de Gedinne, - ci-après dénommée le Fournisseur -, pour toutes ses zones de distribution;

Vu les compléments d'information transmis par le Fournisseur le 11 août 2008;

Vu le programme de contrôle de la qualité des eaux distribuées pour l'année 2009 établi par le Fournisseur le 20 janvier 2009;

Vu l'avis général du 14 avril 2005 de la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, Division de l'Eau, donné par l'Attaché de la Direction des Eaux souterraines;

Considérant que l'annexe XXXI, Partie B du Code de l'Eau prévoit impérativement pour le paramètre "concentration en ions hydrogène" une valeur comprise entre 6,5 et 9,5 unités pH;

Considérant que les valeurs minimales du pH observées durant les années 2006 et 2007 dans les différentes zones de distribution définies à l'article 1^{er} varient entre 5,55 et 6,03;

Considérant que la légère acidité des eaux des captages alimentant les zones de distribution définies à l'article 1^{er} est une caractéristique naturelle des nappes aquifères de l'Ardenne et que le pH de ces eaux ne descend pas sous la valeur de 5,3;

Considérant que la concentration en ions hydrogène n'est pas en elle-même un paramètre toxique dans la gamme des valeurs rencontrées dans le cas présent;

Considérant l'existence d'environ 300 raccordements à base de plomb parmi les 2 587 raccordements des zones de distribution concernées;

Considérant que les contrôles complémentaires réalisés par le fournisseur révèlent certains excès en métaux lourds dans l'eau de distribution et qu'il y a lieu de prévoir des contrôles plus fréquents pour les paramètres fer, cuivre, chrome, nickel, plomb et zinc;